

3.5 LES MÉDIAS

Les médias ont joué un rôle déterminant durant le conflit, tant au niveau du ton donné à la couverture des événements qu'au niveau du traitement réservé aux reporters qui étaient sur le terrain. Les médias ont à la fois alimenté la polarisation et en sont devenus des victimes.

Dans un premier temps, il est donc nécessaire de traiter la situation des médias. Celle-ci requiert une analyse des politiques institutionnelles, de leurs effets et de leurs conséquences sur les médias selon que ceux-ci sont commerciaux, indépendants ou communautaires ; proches du pouvoir ou critiques à son égard.

Dans une autre partie, il faudra aborder les violences vécues par les journalistes sur le terrain et dans l'exercice de leur profession. Dans ce cas, les conditions de travail elles-mêmes se sont chargées d'effacer tout type de différences idéologiques, si tant est qu'elles étaient notables.

Même si dans le cadre du conflit la problématique des médias en tant qu'entités et celle des journalistes pris individuellement se pose différemment, les deux ont un dénominateur commun qui mérite d'être souligné : le devoir d'informer, en raison de la connotation idéologique qu'on lui confère, implique la personne qui l'exerce à tous les niveaux (du rédacteur en chef au caméraman), et la place donc dans un camp ou dans l'autre. Cette perception est largement partagée par tous les acteurs du conflit, y compris par les journalistes eux-mêmes, qui dans certains cas revendiquent cette position et dans d'autres l'assument avec résignation.

Dans cette dernière catégorie, nombreux sont les témoignages dans lesquels les reporters (en particulier les photographes et caméramans) acceptent avec fatalité les discriminations ou manifestations hostiles dont ils sont victimes, et qui peuvent même se traduire par des agressions verbales ou physiques.

A la question directe « vous semble-t-il normal qu'on vous attribue une sympathie pour l'un ou l'autre camp, et que cette supposition vous expose sur le terrain à des attaques ou à des représailles », la majorité réfléchit avant de donner une réponse négative. Mais au final, beaucoup d'entre eux ne sont pas disposés à dénoncer cette situation puisqu'ils semblent avoir adopté un slogan qui s'est répété textuellement dans plusieurs entretiens : « **Je suis ici pour faire de l'information et non pour être l'information** » (Témoignages 180, 403, 405).

L'acceptation du risque comme une évidence implicite de l'exercice de la profession de reporter semble parfois dictée par la hiérarchie même des médias (principalement de ceux que l'on appelle médias commerciaux). Des indices montrent que certains journalistes pourraient avoir été incités par leur direction à renoncer à témoigner sur les agressions vécues, et dans certains cas à taire des situations qu'ils ont pu observer. Certains journalistes ont même refusé d'écrire par peur d'être identifiés.

Témoignage 102

«[sur les événements du 25 novembre : Une camionnette arrive qui s'offre à transporter des gens...] et là dessus sont arrivées des patrouilles de police. La camionnette a démarré brusquement et certaines personnes en sont tombées. Les patrouilles sont alors arrivées et c'est là que les cris ont commencé. Je ne savais pas si les patrouilles leur étaient passées dessus ni pourquoi les gens criaient, parce que c'était déchirant... c'était... je ne peux même

pas décrire les cris des gens... Le simple fait d'entendre ces cris te faisait mal. Du coup comme on était de ce côté de la route on a fait demi tour et là il y avait déjà plein de monde à terre. Il y avait beaucoup de policiers en groupes, ce n'était pas un seul policier attrapant quelqu'un mais bien des groupes de trois, quatre ou cinq qui donnaient des coups de pieds. On a vu qu'ils attrapaient les gens, ils les frappaient et leur donnaient des coups de pieds. Ensuite je n'ai plus su ce qui se passait parce que ce que j'entendais le plus c'était les cris des femmes, c'était comme si on te... [il soupire et sanglote] on se sent très impuissant.. quand on voit... enfin que pouvait faire, un photographe qui se trouvait là. J'ai essayé de photographier une plaque et un autre reporter m'a dit « Non ne fais pas cette connerie ils vont nous voir ils vont nous découvrir et il va nous arriver la même chose ».

[Lorsqu'on lui demande s'il a écrit sur ce thème] Oui, le lendemain, après, après ça, mais pas vraiment sur cet événement, je me suis limité à dire comment tout a commencé. (C'était vraiment un coup dur ça) ça m'est tombé dessus comme ça ... et je vous dis, je n'ai pu faire sortir un peu tout ça qu'après quelques verres... parce que ça me travaillait!!! Il y a eu trois ou quatre jours pendant lesquels je ne voulais pas sortir, enfin non... j'étais démoralisé, j'avais la rage... Je ne voulais rien faire. Alors j'étais limité. Le lendemain il y a eu une conférence de presse du RODH (Réseau d'Oaxaca des droits de l'homme). Je suis arrivé, nous sommes tombés dans les bras les uns des autres et je me suis mis à pleurer. Je ne voulais rien faire, je ne voulais rien faire, enfin je me sentais mal mal mal. Et ça a duré à peu près une semaine, [...] et voilà. Mais ce n'est pas possible, je ne veux pas subir ça non.. et ça m'a beaucoup fait changer parce que [il pousse un gros soupir]... je suis contre les injustices mais voir ça... c'est pas possible, c'est pas possible... et s'il y a des morts »

3.5.1 LE CONTRÔLE DES MÉDIAS

L'utilisation des médias comme instrument de contrôle social est loin d'être une première au Mexique en général, et à Oaxaca en particulier. Une grande partie des médias locaux (presse, radio et télévision) accepte des subventions officielles, et ceux qui les refusent connaissent de nombreuses difficultés. C'est le cas du journal *Noticias de Oaxaca*, dont le téléphone est sur écoute depuis plus de dix ans, et qui est victime de toutes sortes de harcèlements et d'attaques, pour () le simple crime de rester indépendant. Pendant que nous parlons avec Ismael Sanmartín Hernández, directeur éditorial du journal, nous nous apercevons que des piles de vieux journaux protègent les fenêtres du bureau fermées par de grosses persiennes en bois. « C'est pour nous protéger des coups de feu », nous explique-t-il. « La dernière fois qu'on nous a tiré dessus c'était le 11 septembre ».

Selon lui, les problèmes ont commencé pendant le mandat du gouverneur Diódoro Carrasco Altamirano (1992-1998) qui a tenté de les accuser de trafic de drogue. Le gouverneur suivant, José Murat (1998-2004), a exercé de fortes pressions sur le propriétaire du journal, Ericel Gómez Nucamendí, pour qu'il lui vende 40 % de ses actions en promettant de les lui rendre à la fin de son mandat. Face à son refus, il a retiré au journal toutes les annonces officielles (source de revenus très importante pour toute la presse, même la presse indépendante) et entrepris une campagne pour que les entreprises privées cessent de faire de la publicité dans le journal. En juin 2004, année électorale, pendant un meeting de campagne, le candidat Ulises Ruíz a clairement menacé la presse indépendante : « Nous devons les supporter six mois, eux six ans. On va voir si ce que ça donne ». Une fausse grève a en outre été montée de toutes pièces (), à laquelle aucun des travailleurs n'a participé.

Le 28 novembre, trois jours avant qu'Ulises Ruiz (dont la victoire a été taxée de fraude par la presse nationale, mais à Oaxaca uniquement par *Noticias*) prenne ses fonctions, des nervis de la Confédération révolutionnaire d'ouvriers et de paysans (CROC), -organisation aux ordres du parti au gouvernement de l'Etat (PRI)- ont envahi les entrepôts du journal situés dans le village de Santa Cruz Amilpas, prétextant un problème de propriété foncière (déjà résolu).

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement, les menaces et les tentatives pour faire taire toutes les critiques se sont intensifiées. Le 17 juin 2005, des nervis de la CROC ont fait irruption dans les locaux du journal. Face au refus de la rédaction de se joindre à la "grève", les assaillants ont occupé les lieux et séquestré les 31 journalistes présents pendant plus d'un mois.

Même assiégés, ceux-ci ont réussi à publier des informations via Internet, et le journal était également imprimé à Tuxtepec (à environ 225 kilomètres d'Oaxaca). Ensuite en réaction, la police d'État a commencé à intercepter et à attaquer les camionnettes qui le transportaient, ce qui a poussé Ericel Gómez à louer un avion de tourisme à un prix très élevé, ce qui l'a mené au bord de la faillite. De l'aéroport, le journal était amené aux vendeurs à la criée avec l'aide du syndicat des professeurs. Ce fut le pire moment de la crise. Le tirage est passé de 25 000 à moins de 5000 exemplaires.

Le 18 juillet, en pleine *Guelaguetza* (la plus importante fête locale), des hommes masqués sont entrés en tirant des coups de feu et, profitant du bruit des pétards, ils ont pris possession du bâtiment après avoir érigé des barricades afin d'empêcher la presse d'approcher. Ils ont détruit les ordinateurs et expulsé violemment les 31 journalistes. Ismael Sanmartín lui-même s'est fait pocher un œil et a pris des coups dans le rein. La police n'est intervenue à aucun moment. Pour sa part, le gouverneur a déclaré qu'il ne s'agissait que d'un conflit du travail et qu'il ferait son possible pour jouer un rôle de médiateur.

Le conflit s'est poursuivi. Sous la pression nationale et internationale des organismes de Droits de l'Homme, une table de négociations a été instaurée avec l'aide du gouvernement fédéral (par le biais du ministère de l'Intérieur). Toutefois, aucune avancée n'a été possible.

En août 2005, Ulises Ruiz a proposé une trêve, qui a été acceptée par les représentants du journal mais, la pression et les menaces ont continué. A la suite du conflit, les négociations pour faire cesser l'occupation du journal ont repris. Le ministère de l'Intérieur a exigé au gouvernement d'Ulises Ruiz de faire cesser immédiatement l'occupation du quotidien *Noticias*.

Lors de son affrontement avec le gouvernement, *Noticias* n'a pas reçu le soutien des autres journaux locaux. Selon José Sanmartín, ceci reflète l'énorme contrôle exercé par le gouvernement de l'État sur les médias. Il considère toutefois que la répression et les menaces ont atteint leur apogée au cours du mandat d'Ulises Ruiz. En effet, les gouverneurs précédents avaient choisi d'autres moyens, notamment d'acheter les consciences des propriétaires et collaborateurs des médias. Considéré comme la seule voix non tendancieuse au cours du conflit, *Noticias* a atteint une diffusion de 45.000 exemplaires par jour, soit le plus gros tirage de toute l'histoire de la presse locale.

3.5.2 LES MÉDIAS PENDANT LE CONFLIT

Beaucoup de journalistes signalent que ce qu'ils ont pu constater sur le terrain ne s'est pas reflété dans les médias. La décision de publier ou non certaines images obéissait, selon eux, à l'objectif de présenter les faits d'un point de vue sensationnaliste et même ouvertement hostile aux protagonistes du mouvement.

Témoignage 106

« Je pense même que les médias ont omis beaucoup de choses. Ils ont publié des trucs comme des affrontements, des coups... et () l'assemblée populaire ce n'était pas tous des gars cagoulés. L'assemblée populaire c'était aussi des gens âgés, des enfants, des étudiants, des femmes au foyer, qui venaient soutenir la radio ou la prise du Canal 9 ou des antennes. Moi je suis même arrivé au moment des premières barricades. Les gens faisaient leurs armes populaires que tout le monde connaît telles que les cocktails "molotov" des pierres et des bâtons. Mais tout cela n'est pas apparu dans les médias. Enfin, ça a été traité de façon sensationnaliste. Comme pour souligner que les gens étaient des plus violents et totalement remontés contre les médias.»

Témoignage 102

« Ici au Mexique il n'y a pas de démocratie. Au Mexique, il n'y a pas de liberté. Il y a un contrôle, tout est maquillé... Alors, il y a une soi disant liberté d'expression quand on ridiculise le président incapable et inepte, mais quand on veut faire connaître une situation qui met en péril la classe politique, alors là ils s'en inquiètent. Et là ils préfèrent réprimer un mouvement qui ne demande qu'une chose : une réforme politique, une réforme électorale, une loi de transparence, et l'éviction d'un gouvernant qui n'est là que pour réprimer, punir et emprisonner, prendre d'assaut un organe de presse, harceler les reporters, enfermer les leaders, ... [...] je ne peux pas dire que lui (il) ait tué mais en un an et demi de gouvernement il y a eu plus de 30 morts et beaucoup étaient influents sur les questions agraires ou politiques. Alors il y a un moment où les gens en ont marre ...»

3.5.2.1 La prise des médias

En plus du quotidien *Noticias*, les installations de plusieurs médias ont été fermées, leurs permis d'émettre retirés, et certains ont subi des agressions directes. C'est le cas de *Radio Plantón*, née durant la grève des enseignants de 2005, dans le but de populariser le mouvement. Peu à peu, la radio est devenue un lieu d'expression des désaccords et des critiques envers les autorités. Au cours du mouvement en 2006, elle est devenue un important outil de diffusion des informations sur le mouvement des enseignants. Son attaque et sa destruction ont été perçues comme une atteinte de plus à la liberté d'expression. C'est ce qui explique, sans toutefois la justifier, la décision des habitants d'occuper plusieurs médias commerciaux. De nombreuses personnes ayant pris part à ces occupations ont expliqué qu'il s'agissait d'une réaction à la disparition des espaces médiatiques donnant des informations impartiales sur le mouvement.

Le 1^{er} août a eu lieu la prise de 12 radios privées, dont la plupart seront restituées quelques heures plus tard, à l'exception de *Radio La Ley* et du *Canal 9*. En raison de ses relations étroites avec le gouvernement fédéral, la prise du *Canal 9* a été la plus médiatisée et la plus remarquée.

Témoignage 228

«Beaucoup de femmes sont arrivées. Imagine des milliers de femmes là devant les locaux du *Canal 9*. Je me rappelle encore qu'une des femmes m'a dit qu'elle avait entendu dire que le *Canal 9* allait être occupé. Elle est partie devant parce qu'elle avait des papiers et que c'était lourd, et elle ne voulait pas y aller à pieds ni rien. Elle y est allée donc, et quand elle est arrivée elle dit qu'elle a vu sortir la directrice du canal et elle a attendu. C'est alors qu'elle a vu les bus arriver avec toutes les femmes, elle a traversé la rue et elle a entendu la directrice

dire à l'agent de sécurité de fermer les portes à clés. Le garde a fermé l'entrée des voitures, mais pas la petite entrée, celle-ci non. Il était sur le point de la fermer quand la collègue est arrivée et elle a mis le pied dans l'entrebâillement de la porte et lui a dit : « tu ne fermeras pas cette porte ». Le garde n'a pas bougé, il était interloqué. Elle lui a expliqué qu'ils allaient prendre la radio, que ce n'était pas contre lui, elle lui a dit de s'asseoir. Il est resté assis là, ils n'ont rien fait. Il est resté assis. Alors les femmes sont entrées. [...] un groupe est monté et a commencé à parler avec les employés, qui ont refusé de faire marcher la radio. Ils ne voulaient pas, ils disaient qu'ils ne savaient pas, que je ne sais quoi, qu'il manquait une personne, qu'il manquait un appareil. Il y avait beaucoup de « mais » et les femmes leur disaient « vous ne partirez pas avant d'avoir fait marcher cette radio ». La radio ou la télévision. Mais je me souviens encore que les femmes ont dit qu'elles sont arrivées et qu'elles ont demandé 15 minutes, pas plus. Elles ont demandé un espace à la radio, aux radios, et elles ont demandé un espace à la télévision, de 15 à 30 minutes. Mais ils n'ont pas voulu leur donner cet espace. C'est là qu'elles se sont vraiment énervées et qu'elles ont décidé de prendre, de prendre cet espace. Et les employés n'ont pas voulu, ils n'ont pas voulu participer, ils n'ont rien voulu faire. Ils ne savaient rien, la directrice était déjà partie, enfin elle avait été prévenue de la prise du canal et elle s'est enfuie. Mais les employés sont restés là sans rien savoir, ils n'étaient pas informés. Ils disent que quand les femmes sont entrées, ils étaient en état de choc en voyant la foule et ils ne savaient pas quoi faire, ils ne savaient pas où se cacher, ils ne savaient rien. Ils avaient peur de se faire lyncher par les femmes, mais les plus conscientes, elles, savaient qu'elles n'étaient pas là pour ça. Moi je suis resté dans les escaliers pour surveiller que, qu'il ne se forme pas d'attroupement au deuxième étage. Parce qu'il y avait déjà beaucoup de gens dans les couloirs. Alors moi je leur demandais pourquoi ils montaient. « Si c'est pour ça alors sors on te tiendra informé. Si c'est ça, attends. » Je faisais la sécurité dans les escaliers. C'est ce que je te disais. Non, ils n'étaient pas séquestrés simplement on ne leur permettait pas de sortir parce qu'ils ne voulaient pas faire marcher la radio ni la télévision. Un peu plus tard, deux personnes sont arrivées, je crois, ou une seule et elle a tout fait fonctionner, et les employés sont sortis. Je me souviens qu'on leur a donné du café, on leur a donné à manger, on a appelé la Croix Rouge, pour que les médecins vérifient qu'ils n'avaient reçu aucun coup. Enfin on a appelé la Croix Rouge pour les informer et pour les relâcher en bonne santé, comme on les a trouvés. On les a relâchés comme ça, et c'est tout. »

Le 22 août a débuté la récupération des médias par la force. Les habitants racontent que des convois de 30 véhicules avec des policiers armés de fusils à gros calibre ont parcouru la ville. L'opération, qualifiée «d'opération nettoyage » par la représentante du ministère de la justice de l'État, a été annoncée à l'avance sur des radios commerciales par le directeur de la police. Ce jour là, Televisa a transmis des images de policiers en uniforme tirant sur des civils armés. La fusillade de *Radio La Ley* a fait un mort. Plusieurs journalistes de médias commerciaux ont également été agressés. Toutefois, aucun média n'a donné suite à cette affaire. L'une des personnes qui occupait le *Canal 9* raconte :

Témoignage 228

« Le 22 août, ils ont tiré sur les antennes, ils ont tout détruit. Pour émettre, on ne pouvait plus émettre. Et du 21 août au 29, 30... octobre ; jusqu'au premier, oui premier novembre, le *Canal 9* est resté entre nos mains. Enfin, ni la radio ni la télévision ne fonctionnaient plus, mais on espérait pouvoir le faire revivre quand même, faire marcher de nouveau la chaîne et la radio avec l'aide nationale et internationale. C'est pour ça qu'on est restés là, à garder les locaux de la chaîne.»

A partir de ce jour, un appel à la population est lancé pour ériger des barricades. L'objectif premier était de protéger les médias. De même, le 2 novembre, la foule qui a repoussé l'entrée de la Police fédérale préventive (PFP) avait pour objectif d'empêcher la prise de l'Université autonome Benito Juárez d'Oaxaca (UABJO), où se trouvaient les locaux de *Radio Universidad*, le dernier média tenu par l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO).

3.5.2.2. Médias indépendants et médias communautaires

Traditionnellement victimes de la répression et de discrimination quant à l'accès à l'information, les médias indépendants et communautaires ont gagné un nouvel espace au cours du conflit.

Témoignage 108

«[...] Nous voyons qu'au niveau régional il n'y a pas cette... volonté des autorités de nous laisser accéder à l'information. On ne donne pas l'information nécessaire à la radio communautaire. Avec la naissance du mouvement populaire, il y a eu une amorce de changement. Nous ne pouvons pas nier que nous avons été traités de la même façon par les gens des barricades, les gens du campus universitaire, les dirigeants de l'Assemblée populaire. Par contre, les fonctionnaires de base ou d'un niveau intermédiaire ou supérieur, ne nous ont quasiment jamais reçus. On n'est pas traités de façon égalitaire dans l'état d'Oaxaca. Lors d'une conférence qu'il a donnée après l'évacuation et le massacre au siège du gouvernement de l'État, Ulises Ruiz a sélectionné la presse. Il a d'abord accordé des interviews à *Televisa*, *Televisión Azteca* et à des journaux nationaux. Mais il a dit aux radios communautaires et aux journaux indépendants d'entrer « plus tard ». Après la première entrevue, il leur a dit « Maintenant c'est au tour des journaux et de la presse (...) ». Les paroles de ce monsieur ont même été reprises dans le journal *El Noticiero*, un journal diffusé dans tout l'État. Alors on est restés dehors, et on n'a jamais eu de libre accès ».

Témoignage 196

« Ce qui se passe aujourd'hui, dans le contexte actuel d'Oaxaca, c'est que, quand le conflit a commencé, surtout le 14 juin, on voyait qu'il se passait beaucoup de choses et on pensait qu'il était important de les filmer. Surtout qu'on voyait que les médias officiels rapportaient beaucoup de mensonges, ils étaient complètement contrôlés par le gouvernement. Alors là, on a commencé un travail de production, et de diffusion, surtout au niveau local. Puis, à un moment, des chaînes nous ont aussi demandé des vidéos qui ont été diffusées par d'autres canaux [...] mais ça a surtout été distribué en DVD à l'échelle locale.

Et c'était très intéressant parce que, parce que ces DVD sont devenus très populaires, très prisés. Et on s'est rendu compte que les gens qui vendent des vidéos illégales et pirates se procuraient nos vidéos et les vendaient partout !

C'était un mode de diffusion intéressant parce que, bon, tous les gens commençaient à savoir ce qui se passait grâce à notre travail. C'était intéressant aussi parce que dans les lieux, dans les rues où on vendait les vidéos, elles étaient diffusées et tous les gens se massaient pour les regarder.

[...] Il faut aussi dire que surtout au début, les vidéos ont eu un tel impact au niveau local, que les gens les regardaient, comprenaient et découvraient les mensonges du gouvernement. Et le gouvernement... on a aussi entendu des commentaires indirects, par exemple de gens qui ont entendu de hauts fonctionnaires dire que le travail des vidéos, que les vidéos causaient

beaucoup de problèmes au gouvernement parce qu'elles disaient des choses qui poussaient les gens à ne pas les croire eux. On est au courant de certaines situations dans des communautés indigènes où le gouvernement faisait tout pour inciter les habitants à participer à des manifestations en faveur d'Ulises etc. Mais en voyant les vidéos ils ont changé d'avis et ils soutiennent l'APPO. »

Témoignage 108

« En fait nos objectifs... on se définit comme un organe de communication pour le développement communautaire. Cela implique différents objectifs comme... euh le... les droits de l'Homme, l'environnement, le planning familial, les droits des femmes, et... on essaie aussi de sauvegarder... la langue maternelle du peuple, le zapotèque, et les traditions, les coutumes, et bien sûr on essaie d'informer, vous voyez ? Parce que c'est une de nos occupations principales, parce qu'on pense que la radio et la télévision commerciales ont une vision un peu tendancieuse de la réalité vous voyez ? On pense qu'ils favorisent toujours les intérêts des gens plus... les plus riches du pays. Et en général, tout ce qui est mouvements populaires... des mouvements... différents des objectifs du... du pouvoir, disons, ils les mettent toujours de côté vous voyez ? »

Les médias indépendants sont sans aucun doute ceux qui ont payé le plus cher cet esprit critique envers le pouvoir et cette liberté d'expression qu'ils ont exercée pendant plusieurs mois. En effet, en raison de cette visibilité qui les a exposés à être particulièrement surveillés, ils ont été et continuent à être victimes de menaces.

Témoignage 108

« On a reçu des menaces ici à la station de radio, par téléphone, surtout à celui de la radio, on a reçu des messages... Il y en a un que j'ai reçu moi, qui... au moment où je diffusais un reportage (un reportage que j'avais fait pendant une manifestation ; j'ai interviewé des membres de l'APPO et des manifestants). Bon je passais cette interview l'après midi, entre 17 et 18 heures alors... un auditeur (un proche du PRI [parti révolutionnaire institutionnel], c'est évident) a envoyé un message qui disait : « arrêtez vos conneries. Vous ne voyez pas que ... que vous êtes fait 'baiser' ? »

Après avoir raconté l'incident au directeur de la radio, celui-ci lui a dit qu'il avait également reçu des menaces similaires. Leur interprétation est que l'on voulait les empêcher de donner toute information relative à l'APPO.

Témoignage 108

« T1 : C'est le cas d'un collègue [...], dans ce cas c'est aussi un journaliste de la radio. Il y a à peu près un mois, on marchait par là, vers... ce qu'on appelle *la promenade touristique* et... à cause de son aspect, on l'a arrêté. On était ensemble. Ils ont commencé à fouiller son sac. Il a sorti son accréditation de *Radio Calenda*. Les agents de la PFP lui ont dit : « Ah alors tu es de *Radio Calenda*. On vous déjà a fichés. C'est une radio assez « contestataire » non ? Faites attention on vous a à l'œil », lui a-t-il dit. »

Témoignage 196

T1: Mais tant de personnes ont tellement insisté sur le fait que nous, les personnes du collectif « Ojo de Agua », on était en grand danger que ce qu'on a fait c'est de pratiquement démanteler les locaux. En fait pas encore, on ne l'a pas encore... je n'ai pas enlevé mon ordinateur. Depuis un bon moment on enlève tout, la bibliothèque est presque... enfin on a pratiquement dû abandonner le bureau parce que, oui c'était trop. Enfin comme tout le monde disait « non mais vous êtes dans la ligne de mire. Moi je sais, untel m'a dit ceci, et cet autre m'a dit que... »

T2 : Non mais c'était plus grave que ça il y avait des policiers.

T1 : Ah ! oui pendant un moment, il y avait des policiers, il y avait... Oui ils étaient en civil mais c'était évident, c'était des policiers. »

Dérivé de la pratique des menaces, qui a des antécédents à Oaxaca, un phénomène médiatique sui generis est apparu : *Radio Ciudadana*. Loin de donner des informations, sa raison d'être était de signaler les personnes liées à l'APPO ou soupçonnées d'y être liées. Donnant noms, prénoms et adresses, la radio invitait les auditeurs à prendre les mesures qu'ils considéraient appropriées pour mater les perturbateurs : de la raclée au crime, en passant par l'incendie de leur maison.

Témoignage 196

«T1: Dans cette radio ...

T2 : *Radio Ciudadana*

T1 : ... connue ici sous le nom de *Radio Mapache*. Les présentateurs, les directeurs de cette radio ont directement lancé un appel aux gens, à la société pour que les gens nous agressent, il a même employé le mot « tuez les ». Ils ont dit “tous les étrangers qui ont des caméras, tuez-les”. Alors ça a créé une situation très difficile parce que... par exemple nous on a filmé lors d'une manifestation organisée par Ulises, et on a vu que des étrangers voulaient prendre des photos et immédiatement ils étaient signalés. On n'a pas vu d'agression physique envers eux, mais il y avait même des gens qui appelaient et disaient : « je vis dans tel quartier et je vais vous donner l'adresse d'un de ces étrangers. Ceux là ils sont avec l'APPO ils vivent dans telle rue à tel endroit, au cas où quelqu'un veuille aller y faire quelque chose ». C'était aussi une guerre très forte contre, disons, ces gens qu'ils décrivaient comme des étrangers à caméra puisque c'est à peu près toute la presse indépendante non ? Et ça aussi ça crée une situation de grosse grosse terreur tu vois ? »

Le site Internet *Oaxaca en paz* (Oaxaca en paix), qui propose un contenu similaire, est toujours en ligne. On n'a pas entendu parler d'enquêtes sur ces deux médias qui comme cela a été prouvé, appellent à commettre des délits de façon ouverte.

En revanche, plusieurs collaborateurs de médias indépendants ont été poursuivis, surveillés et accusés de délits soi disant commis dans le cadre du conflit.

Témoignage 108

«Nous sommes allés à la Commission des droits de l'Homme de l'État pour demander une protection pour le motif suivant. Notre avocat est intervenu auprès du bureau du procureur de l'État. Mais il se trouve qu'en août, quand il a déposé la demande, on nous a répondu (demain nous pourrions ajouter ces documents), que les dossiers d'Emilio, d'Abel, et ceux d'autres collègues n'existaient pas, qu'il n'existait aucun dossier. Ca n'existait pas, alors que l'enquête préliminaire a débuté [...] On nous refuse l'accès à l'enquête préliminaire. Mais on a déjà un numéro d'enquête préliminaire, on en a obtenu un. Pour moi-même et pour mon collègue

aussi [...] Notre avocat a un numéro de dossier, où il y a déjà un mandat d'arrêt à notre rencontre».

4.3.7 AGRESSIONS DE JOURNALISTES LORS DE LA COUVERTURE DU CONFLIT

Plusieurs des journalistes nationaux qui sont venus couvrir le conflit ont évoqué des conditions de travail semblables à celles que l'on peut vivre en situation de guerre.

Témoignage 180

«Ce qui est certain, c'est qu'il y avait des tueries à Oaxaca. C'est comme une guerre mais de très faible intensité... on ne le voit pas mais ça se ressent toujours dans la vie des gens : dans la façon dont ils marchent, dont ils se retournent toujours pour regarder sur les côtés... Dès que je suis arrivé, mes collègues m'ont prévenu qu'il ne fallait pas sortir seul. Moi je m'en doutais un peu, j'ai commencé incognito mais j'ai très vite compris parce qu'il y avait un groupe en « civil » qui était visiblement des policiers ou des tueurs à gage je ne sais pas... qui s'occupaient un peu de tirer sur les barricades et sur tout ce qu'ils avaient en face d'eux. Tous les jours, il y avait au moins un blessé, quand ce n'était pas un mort. Et ce pendant, je ne sais pas, 20 ou 30 jours. Et parmi eux des journalistes... Et je crois qu'au Mexique le travail de journaliste est de plus en plus limité. On l'a vu à Atenco. Parce qu'à Atenco les raclées qu'ils mettaient aux gens étaient terribles, mais à Oaxaca, les raclées qu'ils mettaient aux gens c'était pareil : c'était terrible... tout ça parce qu'on faisait notre boulot. [...]

«Et il n'y a pas que moi, il y a aussi tout le groupe qui était là bas. Il n'est pas arrivé quelque chose de grave à chacun, mais en tout cas à tout le groupe de photographes qui était là. C'était très direct, par exemple, des gaz ou des jets de pierre parce que la PFP en utilisait [...]

[Lorsqu'on leur demande s'ils étaient identifiables comme journalistes]

Bien sûr totalement. Enfin on portait des casques, des masques. Sur le casque il y avait écrit "Presse *Proceso*". Je portais un gilet sur lequel était inscrit "Presse". C'est impossible... Dans certains cas, le badge d'identification de la presse ne garantissait pas du tout qu'on nous respecte.»

Dans certains cas, l'accréditation n'a représenté aucune garantie de respect.

Témoignage 196

«T : ensuite on est passé à la deuxième étape, quand la PFP est arrivée. Moi je pense que tous ceux qui comme moi, ont commencé à filmer l'arrivée de la PFP et les premiers jours des affrontements et tout, parmi ceux là personne ne portait de casque. Personne ne portait de gilet, personne n'avait rien. Mais la situation devenant de plus en plus tendue, par la suite on ne voyait plus personne avec une caméra, appareil photo sans gilet, sans casque et sans masque évidemment... [...] enfin ce n'est vraiment pas exagéré, il y avait un sentiment d'insécurité, non ? Enfin pas uniquement à cause de la mort de Brad Will non, même si ça y a contribué. Mais à partir de ce moment, les médias *Televisa*, *TV Azteca*, et les grands journaux ont immédiatement fourni des gilets pare balle à tous leurs reporters, et tout. Il n'y avait pas que ça, mais en plus on a commencé à sentir qu'en tant que journaliste on n'était pas du tout en sécurité. Enfin, que ni ta caméra ni ton badge ne te garantissaient que tu ne te ferais pas agresser. Si vous demandez aux gens de *Televisa* et *TV Azteca*, ils vous diront sans doute qu'ils avaient plus peur des gens de l'APPO que de la police. Parce que même eux ont commencé à aller filmer sans logo, ils ont enlevé leurs gilets avec les badges et tout. Parce

que beaucoup de gens de l'APPO les accusaient d'être des traîtres tu vois, de donner des informations. Alors ils ont décidé de sortir sans identifier le média pour lequel ils travaillaient.»

Après la mort du caméraman Bradley Will, plusieurs médias nationaux ont fourni à leurs correspondants des gilets pare balle, des casques et des masques à gaz, que seuls les correspondants de la presse internationale utilisaient au préalable.

Témoignage 196

«Finalement, on pense qu'un badge de presse et une caméra ou un appareil photo, ça implique un certain niveau de respect et de sécurité. Mais ici ça ne se passe pas comme ça, au contraire. Mais bon comme vous savez c'est déjà arrivé à beaucoup de gens. Certains ont même été arrêtés, ce qui est encore pire. C'est le cas d'[une personne], elle est journaliste et elle l'a dit aux agents de la PFP, et à tous les autres je suppose. Quand elle leur a dit « eh non je suis journaliste, je prends des photos là. Voici mon sac, mon appareil, mon magnétophone, mes cartes de presse ». Voici la réponse qu'elle a obtenu : « Ah oui journaliste ? Et ben demain ce sera toi l'information du jour. » Voilà leur réponse. »

Le nombre de journalistes frappés, blessés, agressés et victimes d'une atteinte à leur personne pendant le conflit d'Oaxaca est considérable. Toutefois, très peu de plaintes ont été déposées auprès des autorités. En effet, une bonne part des violences est imputable aux forces de l'ordre.

A cela s'ajoute une forte méfiance envers les instances habilitées à recevoir les plaintes, notamment quant à leur capacité à protéger les plaignants d'éventuelles représailles.

Nous traiterons ci-dessous le rôle des institutions fédérales, et en particulier celui du parquet spécial destiné à lutter contre les attaques envers les journalistes (Fiscalía Especial para la Atención de los Delitos contra Periodistas, FEADP).

Il convient de préciser que l'interview de la CCIODH avec David Vega Vera, titulaire du poste depuis la création du parquet spécial en février 2006, a été réalisée quelques heures avant que celui-ci présente sa démission formelle, laquelle a pris effet un mois plus tard. Au moment où ce rapport a été rédigé, le nom de son successeur n'avait pas encore été officiellement confirmé. Le FEADP dépend de l'antenne des Droits Humains du ministère de la justice (PGR instance fédérale). Dans les délégations de la PGR de chaque État, un agent du ministère public est rattaché au FEADP. Son domaine de compétence comprend également la prise en charge des affaires, à condition que celles-ci concernent des journalistes (dans l'exercice de leur fonction), et que les enquêtes montrent que le délit commis est de la compétence des instances fédérales.

Le procureur Spécial a beaucoup insisté sur le fait que sa mission est du domaine des Droits Humains, thème considéré comme prioritaire par le gouvernement fédéral. A ce sujet, l'équipe du parquet considère que le Mexique a progressé en matière de garantie de la liberté d'expression, mais qu'il s'agit d'un processus à long terme destiné à faire progresser le niveau de culture politique de la société dans son ensemble. Pour ce faire, elle considère que le plus important est l'union de l'ensemble des journalistes, qui permettrait de leur garantir une meilleure protection et de permettre un dialogue avec les autorités, pour que les deux parties cessent de se considérer mutuellement comme des ennemis.

Témoignage 136

David Vega Vera

« Le problème du journaliste en général, et pas uniquement au Mexique, c'est qu'il faut prendre en compte tous ses aspects, aussi bien sur un plan professionnel, que social, pénal... C'est un problème complexe... Malheureusement, les journalistes ne sont pas unis. Par conséquent, il serait très utile que les groupes de défense des journalistes (il se réfère précisément à l'Association Reporters sans frontières) obtiennent auprès de nous les informations dont ils ont besoin, mais aussi qu'ils soutiennent non pas les personnes ou les institutions elles-mêmes mais tout ce qui se fait de manière transparente. »

Le procureur souligne le besoin de transparence des pratiques de certains journalistes qui ont d'autres objectifs, peu éthiques (il les définit comme des piranhas), et qui se contentent d'attaquer, de chercher le point faible, aussi bien dans les médias électroniques que dans les radios, etc.

Lorsqu'on lui demande qui devrait établir les critères d'éthique et déterminer les caractéristiques des vrais journalistes, le procureur répond que c'est à la profession de le faire. Toutefois, il précise sa pensée quand, évoquant le nombre élevé d'assassinat de journalistes, il affirme qu'il faut distinguer les vrais journalistes qu'il faut soutenir, d'autres personnes qui se contentent d'attaquer les autorités, et de certains qui sont même liés à des associations criminelles (il fait référence au narcotrafic). Par ailleurs, même s'il se dit préoccupé par les homicides qui se sont produits, il précise que ce phénomène n'est pas propre au Mexique (il cite l'exemple de la Palestine).

Quant à la préoccupation relative au manque d'accès à l'information ayant entraîné l'agression de multiples journalistes, le procureur divise sa réponse en deux parties. D'un point de vue technique (les agressions), il réaffirme l'obligation du parquet d'examiner tous les cas qui lui sont présentés. Pour la seconde partie (la rétention d'information), même s'il ne nie pas que c'est un problème qui lui incombe, il explique qu'il dépasse les compétences du parquet car il relève davantage du domaine politique. Sans donner d'exemple concret, il insiste sur le fait qu'il faut bien se garder de généraliser et examiner d'abord la façon dont le parquet de l'État mène son enquête.

Si elle ne se prononce pas dans le domaine politique sur les garanties de la liberté d'expression, l'équipe du parquet souligne son travail technique en matière d'aide aux victimes ; une tâche qu'elle partage avec le procureur général de l'État. Cette tâche consiste à apporter un soutien médical, psychologique et, dans des cas précis, juridique aux journalistes touchés ou à leur famille en cas de décès. Il admet que comme la majorité des cas sont traités dans le cadre du droit commun (au niveau de l'État), il n'est pas toujours possible d'intervenir car la confidentialité des enquêtes ne le permet pas. Toutefois, le cadre légal définissant les attributions du parquet stipule non seulement que les bureaux du procureur de l'État sont obligés de fournir des informations au FEADP, mais aussi que ce dernier est habilité à enquêter si l'affaire relève de sa compétence.

Toutefois, il est problématique que lorsque les délits contre des journalistes et des médias sont imputables à des entités policières ou gouvernementales, les enquêtes soient exclusivement à la charge d'une annexe de celles-ci. Jusqu'à présent, le FEADP qui s'est limité dans plusieurs cas à un rôle de coadjuteur a eu peu d'incidences sur la résolution des affaires traitées. De plus, il manque de moyens d'action adaptés pour garantir une protection efficace des plaignants.

Concernant la situation à Oaxaca, trois cas ont été abordés, tous connus du FEADP :

- Celui de Haniel Morgan Chávez, journaliste du quotidien *El Imparcial*, qui a porté plainte contre le directeur de la police municipale pour avoir été frappé alors qu'il faisait son travail dans les bureaux du procureur général de la justice de l'État (PGJE) le 9 décembre 2006.
- Celui de Bradley Ronald Will, mort le 27 octobre 2006 alors qu'il couvrait un affrontement dans la localité de Santa Lucia del Camino.
- Celui de Raúl Marcial Pérez, journaliste du quotidien *El Grafico*, criblé de balles par des inconnus à son bureau de Santiago Juxtlahuaca le 8 décembre 2006.

Il faut signaler que le cas de Haniel Morgan Chavez est le seul des trois pour lequel la plainte a été directement présentée au FEADP, qui s'est d'ailleurs déclaré compétent pour la recevoir. En ce qui concerne les homicides, ils sont traités dans le cadre du droit commun et même si l'on sait qu'il a diligenté une enquête parallèle sur la mort de Bradley Will, le FEADP ne s'est pas encore prononcé sur sa compétence pour traiter cette affaire. Quant à Raúl Marcial Pérez, si son cas est bien inscrit dans les bureaux du parquet dans la capitale, il semble être méconnu du délégué du procureur général de la république (PGR) d'Oaxaca.

Le 9 décembre, Haniel Morgan Chávez s'est présenté comme à son habitude au siège du PGJE puisqu'il s'occupe de la section policière du journal *El Imparcial*. Sachant que la veille, la PFP étaient entrées illégalement dans les locaux de la police de l'Etat à la recherche d'armes qui n'appartenaient pas à cette antenne et de véhicules volés, il s'est approché d'un groupe d'environ 80 agents de la police ministérielle (police de l'état d'Oaxaca) réunis sur le parking. A ce moment, il a été encerclé, accusé d'être un espion de la PFP et violemment frappé. Après avoir été enfermé dans une cellule pendant 40 minutes, il a été libéré, non sans que le directeur de la police, Manuel Moreno, lui ait signalé que ce qui était arrivé était dû à son irruption dans une réunion privée et qu'il « se foutait de sa carte de presse ». Il a également expliqué qu'il espérait que l'incident ne se transforme pas en scandale, car dans le cas contraire, il ne pourrait plus travailler avec lui.

Toutefois, après qu'il ait raconté l'incident à ses supérieurs, la nouvelle a largement été publiée dès le lendemain. Le 13 décembre, le lieutenant Moreno s'est présenté au journal et, expliquant que les agents l'avaient pris pour quelqu'un d'autre, il s'excusa d'un air plutôt énervé. Il en profita pour demander le retrait de la plainte auprès de la FEADP. Haniel, qui a finalement décidé de maintenir la plainte, craint pour son intégrité physique et, conseillé par d'autres collègues, il ne couvre plus les informations du bureau du procureur depuis. Il a tenté d'approcher le nouveau ministre de l'Intérieur de l'Etat pour exposer sa situation, mais il a trouvé porte close.

Jamais auparavant, et notamment dans le cadre des événements récents, il n'avait eu de problèmes avec les autorités, contrairement à certains collègues qui ont rapporté un certain degré de harcèlement. (*El Imparcial* est un journal identifié comme étant proche du gouvernement). Haniel craint que son affaire (qui est pour le moment traitée par le parquet spécial destiné à lutter contre les attaques envers les journalistes), ne soit "enterrée" dès qu'elle sera transférée au bureau du procureur de l'État, puisque les responsables de l'agression dont il a été victime seraient également chargés de donner suite à l'affaire.

La mort du photographe indépendant Bradley Roland Will s'est produite le 27 octobre, au cours d'une fusillade s'étant déroulée dans le courant de l'après-midi à Santa Lucia del Camino. Parallèlement, ou juste après, des faits similaires se sont produits à deux autres endroits de la périphérie de la ville d'Oaxaca. Cela a provoqué une situation de violence incontrôlable.

Les circonstances de la mort de Bradley Will n'ont pas encore été complètement élucidées, malgré la présence de nombreux témoins, qui s'accordent à dire qu'un groupe de civils armés s'est livré à une fusillade. De nombreux photographes et caméramans présents ont même pris des images qui ont fait le tour du monde dans différentes publications. Certains protagonistes de la fusillade ont été identifiés par la suite. Trois d'entre eux ont même été arrêtés, interrogés puis relâchés faute de preuves. Selon le délégué de la PGR à Oaxaca, cette décision d'un juge ne peut pas être contestée. On ne saura donc pas dans quel but ces hommes armés circulaient dans les rues ce 27 octobre.

Depuis, l'enquête officielle s'est orientée dans une toute autre direction. S'appuyant sur les examens balistiques réalisés et sur l'analyse d'une vidéo en sa possession, le bureau du procureur de l'État émet l'hypothèse selon laquelle la balle a été tirée quasiment à bout portant, écartant ainsi l'idée qu'elle puisse provenir d'un tireur embusqué ou éloigné de la scène du crime. Peu après, le quotidien d'Oaxaca *Tiempo* a publié une version selon laquelle le caméraman nord-américain aurait pu être tué par des manifestants de l'APPO, dont il était proche selon plusieurs médias. Certains journaux nationaux, dont les correspondants étaient sur les lieux et ont assisté aux événements, se sont également fait l'écho de cette version.

Parmi la dizaine de journalistes présents le 27 octobre, certains se montrent aujourd'hui réticents à parler des circonstances de la mort de Bradley Will. Plusieurs d'entre eux ont décrit un climat très tendu et très hostile tout de suite après les faits. La majorité () s'est éloignée dès que possible () pour aller se mettre à l'abri et n'a donc pas couvert ce qui s'est passé par la suite.

Pour beaucoup de journalistes, la mort d'un confrère dans l'exercice de ses fonctions a marqué un tournant en renforçant le sentiment d'insécurité, et les a obligés à adapter leurs conditions de travail à un climat d'extrême violence. A partir de là, à Oaxaca, la majorité des reporters équipés de gilets pare-balle, casques et masques se sont habitués à se déplacer en groupes. Beaucoup ont renoncé à couvrir les événements de nuit.

Témoignage 102

«[Lorsqu'on l'interroge sur les rumeurs donnant aux journalistes l'instruction de ne pas sortir le 25 novembre] Je ne sais pas pour moi ça ne s'est pas passé comme ça mais... Je ne sais vraiment pas comment les autres se sont comportés ni ce qu'il leur a été dit. Ce que je sais c'est qu'ils étaient très bien équipés, avec des masques... Ca c'est vrai, vous avez raison. Je n'ai pas vu... J'ai vu des photographes, des caméramans et des reporters vers 5 ou 6 heures de l'après midi. Après 6 heures, il n'y avait plus aucun médias à part les indépendants. Oui c'est vrai vous avez raison. Au fur et à mesure que la police avançait, elle nous repoussait... moi à un moment donné, je me suis retrouvé tout seul... enfin tout seul sans les confrères que je connais. Et les seuls avec qui je me suis senti en sécurité ce sont les médias internationaux indépendants. Il y en avait 8 ou 10... des espagnols, un français je crois, un new-yorkais... un autre gars qui leur servait de guide ; un autre gars qui s'est rajouté et qui m'a dit : « je peux y aller avec vous. ».. « oui », et moi aussi. Il y avait une espagnole qui émettait en continu je ne sais pas vers quel pays, vers l'Espagne je suppose. Elle disait « en ce moment il se passe ça ça et ça »... Mais pas de médias nationaux ni locaux non... il n'y en avait plus. Moi je n'en ai pas vu ».

Le 8 décembre 2006, Raúl Marcial Pérez est criblé de balles par des inconnus dans son bureau de Santiago Juchitahuaca. Selon les habitants, la fusillade s'est déroulée non loin du bureau du ministère public.

En plus d'une longue carrière de journaliste dans différents médias locaux et de chroniqueur pour le journal *El Grafico* depuis 12 ans, Raúl Marcial Pérez était également connu comme avocat dans la région triqui.

Il y a plusieurs années, il avait participé à la création de l'organisation UBISORT (affiliée au PRI), avant de se rapprocher d'une autre organisation, le MULT, dont il a également fini par s'éloigner.

Le directeur d'*El Grafico* n'accorde pas beaucoup de crédit à l'hypothèse d'une vengeance politique puisque, si c'était le cas, elle se serait selon lui produite plus tôt. Le directeur décrit Raúl Marcial Pérez comme un journaliste critique, connaissant bien le fonctionnement des groupes de pouvoir de la région. Cela l'avait amené à rejeter la faute des violences commises sur l'actuel gouverneur de l'État.

En raison de ces antécédents, le directeur d'*El Grafico* a demandé une enquête exhaustive qui n'écarte aucune hypothèse. Il considère également que l'attitude des autorités n'a pas été appropriée : la Commission d'Etat des Droits Humains (CEDH), qui aurait dû normalement avoir ouvert une procédure d'office, ne l'avait pas fait. Quant au FEADP, il s'est contenté d'appeler la famille pour lui demander si elle avait quelque chose à dire.

Regrettant que la famille par crainte, ait renoncé à porter plainte, le directeur d'*El Grafico* s'est dit prêt à veiller à ce que ce crime ne reste pas impuni, et à accorder aux autorités le temps nécessaire à l'enquête. Toutefois, il a prévenu qu'une fois passé un délai raisonnable pour éclaircir l'affaire, il n'écartait pas la possibilité d'avoir recours à une juridiction internationale.